

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DU COMMERCE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES
MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

INTERNAL TENDERS BOARD

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 0001-25/AONO-RPU/MINCOMMERCE/CIPM/2025 DU 4 JUIL 2025 RELATIF À
L'EQUIPEMENT DU CABINET DU MINISTRE DU COMMERCE. -

1- Objet de L'Appel D'Offres

Dans le Cadre de l'exécution du Budget d'Investissement de l'Exercice 2025, , Le Ministre du Commerce lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour l'équipement du cabinet du Ministre du Commerce opérateurs économiques.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'Avis d'APPEL Á MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 04/AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SDBMM/SMP/2025 DU 20 JUIN 2025 Relatif à l'équipement du Cabinet du Ministre du Commerce.

2- Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres National Restreint, portent sur l'équipement du Cabinet du Ministre du Commerce. Ils comprennent :

N°	DESIGNATIONS
1	Bureau prestige en bois massif avec retour et 2 caissons avec 3 tiroirs pour le Ministre
2	Canapé en cuir ou en tissu de 7places pour le salon d'accueil du Ministre
3	Décapage de Carrelage espace du Ministre (couloir de son bureau, salon d'accueil, salle d'eau, bureau)
4	Achat et pose de carrelage espace du Ministre (bureau, couloir du bureau, salon d'accueil, salle d'eau)
5	Travaux de décor muraux et différents panneaux avec décor led (couloir et espace du Ministre)
6	Armoires de rangement de 2 battants en bois vitrifié et 04 tiroirs bureau du SP
7	Fauteuils ministre orthopédiques en cuir dossier haut et bas ajustable sur roulette
8	Panneaux muraux pour téléviseur (salle d'attente et salon d'accueil du Ministre)
9	Guéridon salon d'accueil du Ministre
10	Lampe de bureau du Ministre
11	Pot de fleur matériau céramique salle d'attente du Ministre
12	Pot de fleur matériau céramique salon d'accueil du Ministre
13	Voilage pour le salon d'accueil du Ministre
14	Voilage du bureau du Ministre
15	Rideau et accessoires pour le salon d'accueil du Ministre
16	Rideau et accessoires pour le bureau du ministre
17	Bureau (Bureau SP) avec retour 01 battant, 01 caisson et 03 tiroirs
18	Fauteuil directeur roulant, tournant avec accoudoirs ergonomiques pour le SP
19	Fauteuil de reception pieds en métal pour le secrétariat et le bureau du SP
20	Armoire de rangement bureau du Ministre
21	Tableaux espace du Ministre
22	Effigie du Président de la République du Cameroun (salle d'attente, salon d'accueil et bureau du Ministre)
23	Mât et Drapeaux du Cameroun (salon d'accueil et bureau du Ministre)

3- Tanches/Allotissement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont en un lot unique.

4- Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet est de Trente millions (30 000 000) de francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

5- Délai(S) Prévisionnel(s) et Lieu(x) de Livraison

5.1. La livraison se fera au Ministère du Commerce.

5.2. Le délai de réalisation de la prestation, objet du présent marché, est de : soixante (60) jours.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6- Participation et Origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux candidats préqualifiés à l'issue des résultats de l'Avis d'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 04/AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SDBMM/SMP/2025 DU 20 JUN 2025 Relatif à l'équipement du Cabinet du Ministre du Commerce.

Il s'agit de :

N°	Noms des entreprises (ou groupement d'entreprises) préqualifiés	Adresses/Tél
1.	PROCURE AND ADVISORY COMPANY SARL	677 27 08 19
2.	GLOBAL ELITE SERVICES SARL	690 87 13 42
3.	MUTODIOSA GROUP SARL	691 35 68 49

7- Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres National Restreint, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Commerce, au titre de l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire N°59 21 025 05 340010 524 115

8- Mode de Soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9- Cautionnement de Soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré acquitté à la main accompagné du récépissé de la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun, délivré par un établissement bancaire de premier ordre ou par un organisme financier agréé par le Ministère en charge des Finances pour émettre les cautions dans le cadre des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 10 du DAO, dont le montant s'élève à deux pourcent (2%) de l'enveloppe prévisionnelle, soit une somme de six cent mille (600.000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel D'Offres

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables dès publication du présent avis, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- Acquisition du Dossier d'Appel D'Offres

Le dossier physique peut être obtenu au MINISTERE DU COMMERCE (Immeuble rose), SERVICE DES MARCHES PUBLICS, 1^{er} étage, porte 106, Tél : 222 226968 dès publication du présent Avis contre versement d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) francs CFA et présentation de la quittance de versement, payable au Trésor Public pour les Administrations publiques et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS, disponibles aux adresses sus-indiquées et au journal des Marchés (JDM) de (l'ARMP).

Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des Offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 14h00. Une copie de sauvegarde de l'offre, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

19 AOÛT 2025

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT, EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 2025/AONR-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2025 DU 4 JUIL 2025 RELATIF À L'EQUIPEMENT
DU CABINET DU MINISTRE DU COMMERCE

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Recevabilité des Offres

Les copies présentées par le soumissionnaire comprendront les documents suivants dûment remplis et regroupés en un (01) seul document contenant trois volumes et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les copies portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les copies parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les copies sans indication de l'Appel d'Offres ;

- les copies non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

N.B: Conformément aux dispositions du point II.4 de la Lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics, ladite caution devra être accompagnée du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

14- Ouvertures des Offres

L'ouverture des offres se fait en un temps, et aura lieu le **19 AOÛT 2025** à 15h00, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE, dans la Salle de Conférences du Ministère du Commerce.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des offres après, un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation des Offres

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- 1) de l'absence du cautionnement de soumission accompagnée du récépissé de la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun à l'ouverture des offres ;
- 2) de la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des offres d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des offres ;
- 3) des fausses déclarations, manœuvre frauduleuses ou falsification des pièces ;
- 4) Absence ou non-conformité de l'Attestation de catégorisation ;
- 5) Non-respect d'au moins soixante-dix (70) % des critères essentiels ;
- 6) de l'absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché durant les trois (03) dernières années mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste

des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;

- 7) du non-respect du format de fichier de l'offre ;
- 8) l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière (dans le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif) ;
- 9) non-respect d'une caractéristique technique exigée ;
- 10) de l'absence de prospectus ressortant toutes les caractéristiques d'une fourniture exigée par le DAO ;

- 11) de l'absence d'un élément de l'Offre financière (la soumission, le BPU, le DQE) ;
- 12) de l'absence de la Charte d'intégrité datée et signée ;
- 13) de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

- 14) Absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ;

- 15) Absence ou défaillance des copies de sauvegarde des offres administrative, technique et financière, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2 Critères Essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres.

Les Offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- 1) Présentation de l'offre (ordre des pièces et lisibilité) ;
- 2) Expériences et références du soumissionnaire (copies des marchés ou Lettre-Commandes première et dernière page, bordereau de livraison signé par le Maître d'Ouvrage, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
- 3) Service après-vente (Attestation de Garantie des fournitures livrées d'au moins un an et Attestation de disponibilité d'un atelier de réparation, des personnels techniques et des pièces de rechanges d'au moins un an)
- 4) Délai de livraison inférieur ou égal à soixante (60) jours ;
- 5) Attestation de Solvabilité Financière, supérieure ou égale à dix millions (10 000 000) de Francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances.
- 6) Preuves d'acceptation des conditions du marché (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les spécifications techniques de la fourniture, paraphés à chaque page, signés, datés et cachetés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé ».

Seuls les soumissionnaires ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à soixante-dix (70) % des critères essentiels seront admis à l'évaluation financière.

N.B : Les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille d'évaluation figurant au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

16- Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises et rabais proposés

17- Durée de Validité des Offres

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires relatifs au présent Appel d'Offres peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

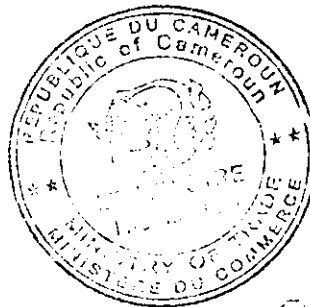
19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517 ou l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros suivants: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 24 JUIL 2025
LE MINISTRE DU COMMERCE

AMPLIATIONS :

- MINMAP/DGCMP
- DG/ARMP
- P/CIPM/MINCOMMERCE
- AFFICHAGE
- CHRONO/ARCHIVES



[Handwritten signature]

[Faint handwritten notes and stamps]

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DU COMMERCE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES
MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

INTERNAL TENDERS BOARD

URGENT RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 004-25 /AONO-RPU/MINCOMMERCE/CIPM/2025 OF 4 JUN 2025 FOR EQUIPPING THE MINISTER OF TRADE'S OFFICE. -

1- Purpose of the invitation to tender

As part of the implementation of the 2025 Public Investment Budget, the Minister of Trade, on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, hereby launches an Urgent Restricted National Invitation to Tender for equipping the Minister of Trade's office.

This invitation to tender is a follow-up to Notice of Call for Expression of Interest No.04/AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SMP/2025 OF 20 JUNE 2025 for equipping the Minister of Trade's office.

2- Scope of services

The services covered by this Restricted National Invitation to Tenders shall relate to equipping the Minister of Trade's Office. They shall include:

No.	DESCRIPTION
1	Prestige solid wood desk with side unit and two pedestals with three drawers for the Minister
2	Seven-seater leather or fabric sofa for the Minister's reception room
3	Floor tile stripping in the Minister's space (office corridor, reception room, shower room, office)
4	Purchase and installation of tiles in the Minister's space (office, office corridor, reception room, shower room,
5	Wall decoration work and various panels with LED decoration (corridor and Minister's space)
6	Storage cabinets with 2 glazed wood doors and 4 drawers for the private secretary's office
7	Minister orthopaedic leather armchairs with adjustable high and low backrests on castors
8	Wall panels for television (Minister's waiting room and reception room)
9	Pedestal table for the Minister's reception room
10	Minister's desk lamp
11	Ceramic flower pot for the Minister's waiting room
12	Ceramic flower pot for the Minister's reception room
13	Net curtains for the Minister's reception room
14	Net curtains for the Minister's office
15	Curtains and accessories for the Minister's reception room
16	Curtains and accessories for the Minister's office
17	Desk (Private secretary's desk) with 1 side unit, 1 pedestal and 3 drawers
18	Swivel executive chair with ergonomic armrests for the private secretary
19	Reception chairs with metal legs for the secretariat and the private secretary's office
20	Storage cabinet for the Minister's office
21	Paintings for the Minister's space
22	Effigy of the President of the Republic of Cameroon (waiting room, reception room and Minister's office)
23	Flagpole and Cameroon flags (reception room and Minister's office)

3- Lots/Allotment

The services covered by this Invitation to Tender shall be carried out in a single lot.

4- Estimated cost

The estimated cost of the project shall be 30,000,000 (thirty million) CFA francs, all taxes included.

5- Estimated delivery time (dates) and place (s)

5.1. Delivery shall take place at the Ministry of Trade.

5.2. The delivery time for this contract shall be: 60 (sixty) days.

This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

6- Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender shall be restricted to bidders pre-qualified following the results of Notice of Call for Expression of Interest No.04/AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SMP/2025 OF 20 JUNE 2025 for equipping the Minister of Trade's Office.

These shall be:

No.	Names of pre-qualified companies (or groups of companies)	Addresses/Tel.
1.	PROCURE AND ADVISORY COMPANY SARL	677 27 08 19
2.	GLOBAL ELITE SERVICES SARL	690 87 13 42
3.	MUTODIOSA GROUP SARL	691 35 68 49

7- Funding

Funding shall be provided by the 2025 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, budget allocation: No. 59 21 025 05 340010 524 115.

8- Tendering method

The tendering method selected for this Invitation to Tender shall be online.

9- Bid bond

Each tenderer must enclose with his administrative documents a bid bond, paid in hand, together with a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 10 of the tender documents, the amount of which shall be 600,000 (six hundred thousand) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds in connection with public contracts shall result in the tender being rejected outright. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10- Consultation of tender documents

The physical file may be consulted during working hours as soon as this notice is published, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68.

The tender documents may also be consulted on line on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11- Acquisition of tender documents

The physical file can be obtained from the MINISTRY OF TRADE (Immeuble rose/Pink Building), PUBLIC CONTRACT SERVICE, 1st Floor, Room 106, Tel.: 226968 68, as soon this Notice is published, upon presentation of a receipt showing payment to the State Treasury of a non-refundable sum of 20,000 (twenty thousand) CFA F for public Administrations and representing the cost of purchasing the tender documents:

It is also possible to obtain electronic version of the tender documents by downloading them free of charge from the COLEPS platform, available at the above addresses and from the ARMP's Public Contracts Journal.

However, online tendering shall be subject to the payment of tender document purchase fee.

12- Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French.

The bid must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform not later than 19 AOUT 2025 at 2 pm at the latest. A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

URGENT RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER No COA-25/AONO-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2525 OF 4 IIII 2025 FOR EQUIPPING THE MINISTER OF TRADE'S OFFICE.

FILE SIZE AND FORMAT

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 Mb for the Administrative Bid;
- 15 Mb for the Technical Bid;
- 5 Mb for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13- Admissibility of bids

The copies submitted by the bidder shall include the following documents duly filled in and grouped together in a single (1) document containing 3 (three) volumes in a sealed envelope:

The Contracting Authority shall not accept:

- copies (bids) bearing information on the tenderer's identity;
- copies (bids) received after the latest date and time for submission of bids;
- copies (bids) without an indication of the identity of the invitation to tender.
- copies (bids) that do not comply with the tendering method.

Any bid that is incomplete in accordance with tender document requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement or failure to comply with model file of tender documents shall result in the tender being rejected outright without any appeal whatsoever.

A bid bond produced but having no connection with the Invitation to Tender concerned shall be considered to be missing. A bid bond submitted by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

N.B: In accordance with the provisions of Dot II.4 of Circular Letter No.00019/LC/MINMAP of 05 June 2024 relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of guarantee on public contracts, the said security must be accompanied by a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund.

14- Opening of bids

9 AOUT 2025 The bids shall be opened in a single phase by the Ministry of Trade Tenders Board on at 3 pm precisely (local time), in the conference room of the Ministry of Trade.

Only tenderers or their single duly designated representatives, even in the case of a group of companies; may attend this bid opening session.

Under pain of being rejected, the other administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service, in compliance with the special rules and regulations governing this invitation to tender. They must be less than 3 (three) months old from the original date of submission of bids or must have been drawn up after the date of the signing of the invitation to tender.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file when the bids were opened after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

15- Bid evaluation criteria

The eliminatory criteria shall set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation according to the essential criteria. They do not have to be scored. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of the bidder's offer.

These shall include:

15.1 Eliminatory criteria

Eliminatory criteria shall be as follows:

- 1) failure to provide a stamped bid bond together with the receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund when the bids are opened;
- 2) failure to submit, after a period of forty-eight (48) hours following the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened;
- 3) false statements, corrupt practices or forged documents;
- 4) absence or non-compliance of the classification certificate;
- 5) failure to comply with at least seventy (70) % of the essential criteria;
- 6) failure to provide a sworn statement whereby the bidder certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last (3) three financial years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- 7) non-compliance with the bid file format;
- 8) the absence of a quantified unit price in the financial bid (in the unit price schedule and the bills of quantities with details of unit costs);
- 9) non-compliance with a required technical characteristic;
- 10) failure to provide a leaflet setting out all the characteristics of a supply required by the tender documents;
- 11) failure to provide an element of the financial bid (the tender, the Unit price schedule, bills of quantities with details of unit costs);
- 12) failure to provide the dated and signed integrity charter;
- 13) failure to provide the dated and signed declaration of commitment to comply with the

environmental and social requirements;

- 14) the absence of the tenderer's bids on the COLEPS platform;
- 15) the absence or failure of the back-up copies of the administrative, technical and financial bids in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

15.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the bidders to perform the services covered by the invitation to tender.

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid.

The essential criteria for the qualification of bidders shall cover, as an indication:

- 1) the presentation of the bid (order of required documents and readability);
- 2) bidder's experience and references (copies of contracts or Jobbing Orders, (first and last pages), delivery note signed by the Contracting Authority, acceptance report (statement) certifying the proper execution of these contracts);
- 3) After-sales service (warranty certificate for the supplies delivered for at least one year) and Certificate of availability of a repair workshop, technical personnel and spare parts for at least one year)
- 4) Delivery time less than or equal to 60 (sixty) days;
- 5) a certificate of bank solvency, greater than or equal to 10,000,000 (ten million) CFA F issued by a first-class banking institution or a financial organisation approved by the Minister in charge of Finance.
- 6) proof of acceptance of the conditions for the contract (Booklet of Special Administrative Clauses and the technical specifications of supplies, initialled on each page, signed, dated and sealed on the last page with the mention "read and approved");

Only bidders having obtained, at the end of the technical evaluation, a score higher or equal to 70 % of essential criteria shall be eligible for financial evaluation.

N.B: Details of these essential criteria are set out in the evaluation grid in the Special Rules for the Invitation to Tender.

16- Award of contract

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid has been deemed to be the lowest (most advantageous), including any discounts and rebates offered.

17- Validity of bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the initial deadline for submitting bids.

18- Further information

Further information on this Invitation to Tender may be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

19- Anti-corruption and whistleblowing

To report any corrupt practices, bribery (attempted corruption) or malpractices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517 or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

CERTIFIED COPIES:

- MINMAP/DGCMF
- DG/ARMP
- P/CIPM/MINCOMMERCE
- POSTING
- FILING/ARCHIVES

THE MINISTER OF TRADE



Yaoundé, 24 JUN 2025

Maguire
a. A. A. A.